

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LUMIVER

31/2 rue de Luyot
59113 Seclin

Références : Arrêté préfectoral du 27/05/2011 et du 26/06/2019
Arrêté ministériel du 17/12/2019 l'annexe 3.2 III.

PJ : Rapport de contrôle – DEKRA - ref E2202591/2301R001
Code AIOT : 0007004888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2023 dans l'établissement LUMIVER implanté 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUMIVER
- 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007004888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver Optim a été créée en juillet 2002. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,..). Elle réalise en particulier le traitement des néonts.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2711-1 (installation de transit, regroupement et tri de DEEE), 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790-1.b (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques :

- 3510 : Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	VLE MTD NEA	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, III
2	VLE AP	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.4
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/09/2023, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné réalisé par la société DEKRA sur le site de la société LUMIVER met en avant un léger dépassement de concentration pour le plomb. L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de son prochain contrôle annuel. Cette transmission sera accompagnée d'une analyse des concentrations du plomb sur les 5 dernières années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE MTD NEA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2, III
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les traitements mécaniques des déchets Poussières : 5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable Fréquence semestrielle Traitement des DEEE contenant du mercure Hg : 5 µg/Nm ³ Fréquence trimestrielle
Constats : La société DEKRA s'est rendue le 03/04/2023 sur le site de la société LUMIVER pour réaliser un contrôle inopiné mandaté par la DREAL. L'inspection était également sur place. Le rapport de contrôle a été transmis, dans sa version 1, le 10 mai 2023 (ref E2202591/2301R001). Les concentrations en poussières et en mercure sont conformes à l'arrêté ministériel.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant les fréquences trimestrielle et semestrielle pour son autosurveillance de mercure et poussière
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : VLE AP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Concentrations instantanées en mg/Nm ³ Pb : 0.025 ; Cd : 0.05 ; Tl : 0.05 ; SOMME[Hg,Cd,Tl] : 0.1 ; SOMME[As,Se,Te] : 1 ; SOMME[Sb,Cr,Co,Cu,Mn,Ni,V,Zn] : 5
Constats : Le rapport de contrôle de la société DEKRA réf E2202591/2301R001 ne fait pas état de dépassement pour les paramètres contrôlés hormis pour le plomb. La concentration mesurée est de 0.026 mg/Nm ³ pour une VLE de 0.025 mg/Nm ³ .
Observations : L'exploitant transmettra les résultats de sa prochaine campagne de surveillance annuelle à l'inspection. Il accompagnera cette transmission d'une analyse sur les 5 dernières années pour le paramètre Pb.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>A compter du 1^{er} janvier 2022, l'exploitant est tenu d'utiliser le registre national des déchets K mis en place par le ministre chargé de l'environnement pour enregistrer les flux des déchets entrants et sortants de son établissement. La déclaration dans le registre à lieu au plus tard sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
Constats : Par courriel du 10 mars 2023, l'inspection a reçu un mail de notification de refus de déchet référencé : <ul style="list-style-type: none"> - BSD-20220915-7VN5ZW4JT - Appellation du déchet : BATTERIES NICD industrielle - Code déchet : 16 06 02* - Motif de refus : BSD NON UTILISE <p>Le BSD indique une quantité de 1,549 t avec une date d'enlèvement au 13/10/2022 (case 9). La case 10 (réception) n'est complétée que le 10/03/2023 soit 5 mois plus tard.</p> <p>Après recherche auprès de l'exploitant et de la société PAPREC, le BSD a été créé dans la base de donnée TRACKDECHETS mais il n'a pas été utilisé. Il ne fait référence à aucune livraison. Ce BSD est une erreur de création. La société LUMIVER a effectué un transfert de déchet du même type en octobre 2023 et référencé BSD-20221012-FJK1274AG / BSD-20221012-WXFEV0AP3.</p> <p>La consultation de la base de donnée TRACKDECHETS sur le site n'a pas amenée de question complémentaire sur les déchets réceptionnés et en transit sur le site.</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2023, article 2
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet